

## SI LE RISQUE DE RÉCESSION MONDIALE SE PRÉCISE

# L'Algérie sera touchée directement, si...

**L'Algérie sera affectée directement si le risque de récession mondiale se précise sur le moyen terme. Pour le moment notre pays est capable de résister aux chocs extérieurs, à charge de développer une véritable stratégie financière à l'international et une alternative à la dépendance aux hydrocarbures.**

**Chérif Bennaïche - Alger (Le Soir)** - En deux jours, lundi et mardi, les places boursières asiatiques, donnant le coup d'envoi, suivies par celles européennes, ont connu une forte chute de leurs indices. Des indices en dégringolade et des centaines de milliards d'euros envolés en fumée, ce que soit à Madrid, Paris, Londres ou à Tokyo et à Shanghai. Et même les bourses du Golfe ont chuté.

Des marchés inquiets par le risque de récession ou diminution de l'activité économique aux Etats-Unis, un des principaux moteurs de la croissance mondiale. Une économie dont la croissance baisse d'une manière significative, où le chômage augmente et l'inflation menace. Egalement, une économie qui pâtit encore des retombées de la crise des crédits immobiliers hypothécaires ou crise des subprimes, fait marquant de l'année dernière.

### Y a-t-il le risque de récession mondiale ?

Toutefois, une économie américaine qui pour le moment n'est pas encore en forte récession et où la barre pourrait être redressée grâce au plan de relance du président américain George Bush. Ce dernier a, en effet, proposé des baisses d'impôt pour les ménages, des mesures fiscales sensées stimuler la consommation aux Etats-Unis. Un plan doté d'une enveloppe de 140 milliards de

dollars, soit 1% du PIB américain, et que plusieurs analystes et décideurs américains et européens jugent cependant imprécis, insuffisant, tardif, décevant.

Or, les résultats de ce plan ne seront perçus qu'à l'horizon 2009, après une année marquée par la campagne électorale pour les élections présidentielles de novembre 2008. Et d'autant que la FED ou réserve fédérale américaine peine à contrebalancer les répercussions de la crise des subprimes et réduire les déficits. Même si la FED a abaissé de façon imprévue hier son taux directeur de trois quarts de point à 3,75% pour relancer l'économie. Cela étant, le pessimisme s'amplifie en Europe où l'on se refuse pourtant de parler d'une récession mondiale, voire d'un krach généralisé, mais plutôt d'un ralentissement de la croissance mondiale. Dans le vieux continent, où la baisse des taux d'intérêt par la Banque centrale européenne est souhaitée, l'on se prévaut d'une solidité financière quoique la croissance attendue ne soit pas réellement au rendez-vous et que l'euro, en baisse par rapport au dollar, subisse les contrecoups de la crise américaine. Or, les pays émergents, Chine en tête, mais aussi l'Inde, le Brésil, autres moteurs de la croissance, pourront-ils empêcher la planète de tomber en récession ? La réponse est encore incertaine d'autant que la Chine connaît quelques tensions

même si son potentiel de croissance n'est pas remis en cause. Pourrait-elle compenser le ralentissement ?

### Les cours du baril ont chuté de 15 dollars

Krachs ou pas, récession mondiale ou non, les prix du pétrole ont subi fortement les contrecoups de ce plongeon ou « correction brutale ». Des cours en baisse de 2% dans les échanges électroniques en Asie, en raison de craintes sur une baisse de la demande de brut. Ces cours battaient en retraite hier, perdant trois dollars et demi à New York, et plongeant à 85 dollars à Londres, un niveau plus observé depuis trois mois. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a touché dans la matinée 85 dollars, un niveau qui n'avait pas été vu depuis le 25 octobre. A la mi-journée le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'échangeait à 86,15 dollars, en baisse de 1,36 dollar. Le baril de Light Sweet Crude pour livraison en février a plongé jusqu'à 86,11 dollars hier matin sur les échanges électroniques. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril s'échangeait au même moment à 87,36 dollars, en baisse de 3,21 dollars. En fait, les cours du baril ont chuté de 15 dollars par rapport à leur pic de 100 dollars du 3 janvier écoulé. Et la tendance est appelée à se poursuivre même si les analystes doutent d'un baril à moins de 50 et 60 dollars, voire inférieur à 30 dollars.

### La demande de pétrole en baisse en 2008

Malgré la dégradation du climat économique général, les fondamentaux du marché restent robustes, ce

qui devrait, en effet, limiter les pertes. Ce recul des prix cumulé au spectre d'une récession économique mondiale vont vraisemblablement infléchir la décision de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), lors de sa réunion à Vienne le 1<sup>er</sup> février.

Dans son rapport de janvier publié hier, l'organisation pétrolière a maintenu sa prévision de croissance de la demande de brut pour 2007 à 1,42% mais a légèrement revu à la baisse sa prévision pour 2008 à 1,52% contre 1,54% en décembre. Pour 2008, la croissance de la demande devrait atteindre 1,3 mb/j soit un volume de 87,07 mb/j en moyenne, selon l'OPEP. Des prix qui resteront encore élevés à moins d'une récession économique mondiale réelle. Et si cette hypothèse se réalisait, la situation s'aggravant, quelles en seraient les conséquences sur notre pays ?

### L'Algérie touchée mais...

Immanquablement, l'Algérie sera affectée directement si le risque de récession mondiale se précise sur le moyen terme. Notre pays, grand exportateur de pétrole, verra ses revenus amoindris par une perte de plusieurs dizaines de milliards de dollars et ses ambitions en matière de développement économique remises en cause. Mais, fait rassurant, notre pays a engrangé suffisamment d'excédents et de réserves de change, de l'ordre de 100 milliards de dollars, à même de couvrir pendant 45 mois ses importations et financer son programme de développement. Ainsi, notre pays est capable pour le moment de résister aux chocs extérieurs. Mais si les cours continuent leur plongeon, cela pourrait contraindre l'Algérie à recourir, à l'ho-

rizon 2010, à l'endettement extérieur, option qu'elle a pourtant exclue. Une éventualité qui soulève une fois de plus l'inefficacité, voire la vacuité, de la politique économique poursuivie. Notre pays a-t-il impulsé une démarche de développement alternative à sa dépendance aux hydrocarbures ?

La réponse est non et la question fait toujours l'objet de la rhétorique. Notre pays sait-il fructifier ses placements ? L'incertitude persiste. Certes, notre pays a placé une bonne partie des réserves, une cinquantaine de milliards de dollars, sous forme de bons du Trésor américain et dans des banques américaines considérées comme fiables.

### Les interrogations demeurent

Pourquoi ne pas transformer ces placements en fonds souverains ? Pourquoi ne pas développer une véritable stratégie financière à l'international au lieu de dépendre d'apports financiers externes fluctuants et incertains ? Pourquoi la démarche économique peine-t-elle à dépasser le stade du conjoncturel, du court et moyen terme, et de la consommation effrénée de ressources financières, sans aucune traduction sur le terrain ? Pourquoi évoquer l'absence d'argent dans les caisses, comme le ministre de l'Industrie, Abdelhamid Temmar, s'en est fait le chantre récemment, alors que l'argent existe mais est mal utilisé ? Autant de questionnements qui méritent une réponse, une vision claire et une stratégie à long terme, que d'aucuns désespèrent de trouver auprès de ceux qui gèrent la res économique, et res politique en Algérie.

C. B.

## SELON SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

# 121 milliards de dinars versés aux recettes publiques par Djazzy

**Le directeur général d'Orascom Télécom Algérie a lancé un appel aux investisseurs arabes et occidentaux pour se déployer en Algérie. «L'Algérie recèle beaucoup d'opportunités d'affaires et offre nombre d'avantages économiques» a expliqué M. Hassan Kabani lors de son passage au forum d'El Moudjahid.**

**Nabil M. - Alger (Le Soir)** - Le conférencier a mentionné que le groupe Orascom a décidé d'investir en Algérie en 2001 pendant que des voix s'élevaient à cette époque pour mentionner que cela était risqué. «Orascom a cru en l'Algérie, regardez le résultat aujourd'hui».

En effet le succès d'Orascom Télécom Algérie reste un cas d'école. Atteindre un parc

de 13 millions d'abonnés actifs en six années d'exercice est une réalisation qui restera dans les annales du monde des télécommunications. Revenant sur les investissements futurs du groupe Orascom en Algérie, Hassan Kabani a annoncé que les patrons d'affaires comptent se déployer davantage mais dans de nouveaux secteurs d'activité. L'invité du forum d'El Moudjahid a notamment cité le secteur des banques, l'immobilier, le tourisme ainsi que la pétrochimie.

M. Kabani a, par ailleurs, dévoilé le chiffre des contributions de Djazzy au profit de la trésorerie publique. 121 milliards de dinars (12.100 milliards de centimes) depuis le début des activités d'Orascom Télécom Algérie. Ce chiffre représente les 55 milliards de dinars reversés à l'Etat algérien au titre d'achat de la licence GSM,

ainsi que 66 milliards de dinars de recettes fiscales. Revenant sur les perspectives de Djazzy, M. Kabani a soutenu que l'entreprise compte développer de nouvelles activités. C'est notamment le cas de l'internet mobile, le mobile-commerce, la télévision sur mobile, les jeux, ainsi que les informations. Ces perspectives vont se réaliser dans le cadre de partenariat. Kabani a mentionné que Djazzy offre un environnement ouvert aux acteurs. Les intéressés n'ont qu'à manifester leur intérêt. Pour ce qui est des performances du réseau d'OTA, le patron de Djazzy a mentionné que le taux des échecs appels est de 3 % et celui des interruptions appels est de 1.5 %. «Ces indications figurent parmi les meilleures dans la norme internationale», a conclu Kabani.

N. M.

## IL SERA INSTALLÉ EN JUIN PROCHAIN À YAOUNDÉ (CAMEROUN)

# L'Algérie ouvre un comptoir commercial au cœur de l'Afrique

**L'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) a annoncé, hier, la création du comptoir commercial algéro-camerounais lors d'une journée d'information organisée au siège de l'Agence nationale du développement des exportations Algex.**

**Lotfi Mérad - Alger (Le Soir)** - Cette nouvelle structure commerciale a été mise en place après huit longues années d'études et de prospection du marché africain. Elle sera installée officiellement au mois de juin prochain à l'occasion de la foire internationale de Yaoundé. Basée dans la capitale camerounaise, elle couvrira les pays de la région notamment le Tchad, la Guinée

équatoriale, le Gabon, la République Centrafricaine et le Congo-Brazzaville.

En plus d'assurer une présence permanente sur place, le comptoir algéro-camerounais, permettra de fournir facilitation, assistance et appui aux producteurs algériens tant du secteur public que du privé désireux d'exporter biens et services vers les pays de l'Afrique centrale. «Cette

approche facilitera l'émergence du secteur productif privé et public et le rendra plus fort et compétitif» a souligné Mouloud Kheloufi, président de l'AGEA.

Selon ce dernier, cette nouvelle structure permettra à long terme de décupler les exportations de notre pays vers les pays africains très demandeurs de différents produits algériens offrant un rapport qualité-prix compétitif, tels les matériaux de constructions, les machines industrielles et du BTPH, les produits agroalimentaires et les produits pharma-

ceutiques et para pharmaceutiques. Ce comptoir commercial se propose aussi de prospecter le marché camerounais pour le compte des entreprises algériennes, la prise en charge totale de la promotion des produits et biens algériens sur place, l'enregistrement et la protection des biens et services algériens auprès des instances compétentes camerounaises ainsi que la mise en relation d'affaires des opérateurs économiques algériens avec leurs homologues du Cameroun.

L. M.

## Mango habillera les Algéroises

Mango, le leader international du prêt-à-porter pour femmes vient de s'installer en Algérie ! Ce logo a toujours bénéficié d'un excellent emplacement soit dans les principaux centres commerciaux soit dans les centres-villes, à travers le monde.

Pour l'Algérie, la marque espagnole a décidé de s'implanter dans le quartier huppé de Sidi Yahia, au val d'Hydra. La chaîne de prêt-à-porter ambitionne de se faire «un nom» en Algérie via la Neska Trading Company, qui est une filiale du Groupe saoudien Al Djedaie. La Neska Trading Company consacre son activité à la gestion de franchises mondialement connues. Pour ces investisseurs saoudiens, le marché algérien serait «un terrain fertile». Selon Imadeddine Abdallah, directeur général de NTC, «des études de marché ont été faites pour définir les tendances des consommatrices algériennes». À partir de là «les prix ont été étudiés pour satisfaire tous types de clientes».

Pour cet Egyptien, les Algériens ont un goût assez «marqué» et n'hésitent pas à investir en habits. La «consommatrice» algéroise trouvera en ce grand magasin de deux étages, au design exceptionnel, un véritable temple. Tous les goûts y seront satisfaits, suivant les bourses. Trois autres viendront s'installer prochainement, à affirmer le DG de NTC. Il s'agit d'Aldo, proposant de la chaussure pour hommes et femmes, Triumph pour la lingerie féminine et Okaidi spécialisée dans les vêtements pour enfants.

À noter que ce label compte élargir son champ d'activité toujours dans des quartiers chic de la capitale, à l'image d'El-Biar et de Didouche Mourad.

W. S.